

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Pénal, article R 610.5,

Vu le Code de la Route,

Considérant que lors de travaux de raccordement au réseau d'eau potable, il convient afin d'assurer la bonne exécution du chantier et la sécurité des usagers, de réglementer la circulation et le stationnement rue du Souvenir,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}. :

En raison de travaux de raccordement au réseau d'eau potable, rue du Souvenir (entre la rue de la Mairie et la rue Georges Lassalle), effectués par l'entreprise AGUR, la circulation sera interdite à tous véhicules, à partir du 03 novembre 2022 jusqu'à la fin des travaux.

Une déviation sera mise en place par la société chargée des travaux par la rue de la Mairie, boulevard Charles De GAULLE et rue Henri Lamarque.

Les riverains, véhicules des médecins, ambulances, véhicules de police ou des services de secours et de lutte contre l'incendie, véhicules des services techniques seront autorisés à passer en sens interdit et devront s'assurer qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 2^{ème}. :

L'arrêt et le stationnement sont interdits et considérés comme gênants au droit des travaux, le non-respect de ces dispositions entraînera la mise en fourrière des véhicules en infraction, à partir du 03 novembre 2022 jusqu'à la fin des travaux.

ARTICLE 3^{ème}. :

Ces dispositions seront portées à la connaissance du public au moyen d'une signalisation réglementaire mise en place par la société chargée des travaux.

ARTICLE 4^{ème}. :

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale et les agents placés sous leurs ordres sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut être contesté :

- par un recours gracieux auprès du Maire de Lons dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet,
- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau soit par envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal (Villa Noullobos- 50, Cours Lyautey 64010 Pau CEDEX), soit par le site : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication ou du rejet du recours par l'administration.
- par la saisine de Préfet des Pyrénées Atlantiques en application de l'article L.21318 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication

ARTICLE 5^{ème}. :

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- S.D.I.S, pour information,
- La STAP, pour information.
- Collecte des ordures ménagères, pour information,
- Entreprise AGUR, pour notification,
- Services Techniques Municipaux,
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale.

FAIT A LONS, le 25/10/2022
Le Maire de LONS.


Nicolas PATRIARCHE